

**Décret n° 042-2002 / PM portant
création du Fonds National pour
l'Action Humanitaire**

LE PREMIER MINISTRE

**SUR RAPPORT CONJOINT DU MINISTRE DES FINANCES ET DU SECRETAIRE
GENERAL DU GOUVERNEMENT**

- Vu la Constitution du 20 Juillet 1991.
Vu la loi 78-011 du 19 Janvier 1978 portant loi organique relative aux lois de finances, modifiée.
Vu le décret n° 28-92 du 18 Avril 1992 relatif aux attributions du Premier Ministre.
Vu le décret n° 155-2001 du 4 Novembre 2001 portant nomination du Premier Ministre.
Vu le décret n° 156-2001 du 5 Novembre 2001 portant nomination des membres du Gouvernement.
Vu le décret n° 041-2002 du 3 Février 2002 portant nomination du Secrétaire Général du Gouvernement.
Vu le décret n° 40-92 du 26 Avril 1992 portant organisation des services du Premier Ministre
Vu le décret n° 157-84 du 29 Décembre 1984 portant règlement organique relatif aux attributions des Ministres.
Vu le décret n° 05-2000 du 10 Janvier 2000 fixant les attributions du Ministre des Finances et l'organisation de l'administration centrale de son Département.
Vu le décret n° 90-82 du 22 Septembre 1982 portant création et organisation du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.
Vu le décret n° 058-2001 du 22 Mars 2001 portant redéfinition de la mission, des règles d'organisation et de fonctionnement du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.
Vu le décret n° 2002-17 du 13 Mars 2002 relatif à l'organisation des secours d'urgence.

LE COSEIL DES MINISTRES ENTENDU LE 22 Mai 2002

DECRETE

Article Premier: Le présent décret a pour objet de créer un compte d'affectation spéciale, le « Fonds National pour l'Action Humanitaire » prévu à l'article II0 du décret n° 2002-17 du 5 Mars 2002 relatif à l'organisation des secours d'urgence, et de définir ses règles d'organisation et de fonctionnement.

TITRE PREMIER
DENOMINATION - OBJET

Article 2: Il est créé du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, un Compte d'affectation spéciale dénommé « Fonds National pour l'Action Humanitaire » (FNAH)

Article 3: L'objet du Fonds National pour l'Action Humanitaire est d'assurer le financement des dépenses imputables aux opérations engagées en cas de situations d'urgence, telles que prévues aux termes du décret n° 2002-17 du 31 Mars 2002 relatif à l'organisation des secours d'urgence.

TITRE II RESSOURCES ET DEPENSES

Article 4: Les ressources du Fond National pour l'Action Humanitaire comprennent notamment:

- les contributions du budget de l'Etat et autres collectivités publiques.
- les contributions d'Etats ou organismes internationaux.
- les dons et legs de toute nature.
- toute autre ressource compatible avec l'objet du Fonds.

Article 5: Les dépenses du Fonds National pour l'Action Humanitaire comprennent notamment :

- l'aide alimentaire d'urgence et autres dépenses entrant dans le cadre de la réponse aux situations d'urgence.
- Les dépenses relatives à la réhabilitation des capacités et moyens de production, en vue de renforcer la sécurité alimentaire, suite à une crise alimentaire.
- Les études de prévention en vue d'éviter l'émergence de nouvelles situations d'urgence.
- Toute autre dépense compatible avec l'objet du Fonds.

TITRE III ADMINISTRATATION - GESTION – CONTROLE

Article 6: Les dépenses imputables sur les ressources du Fonds National pour l'Action Humanitaire sont décidées par le Comité interministériel pour les situations d'urgence, institué à l'article 2 du décret n°2002-17 du 31 Mars 2002 relatif à l'organisation des secours d'urgence.

Article 7: Le Commissaire à la Sécurité alimentaire assure la gestion du Fonds National pour l'Action Humanitaire.

Dans ce cadre, il assure la réalisation des ressources et l'exécution des dépenses du Fonds, telles qu'arrêtées par le Comité Interministériel pour les situations d'urgence.

Article 8: Les opérations de ce Fonds sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général.

TITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

Article 9: Le Ministre des Finances, le Secrétaire Général du Gouvernement et le Commissaire à la Sécurité Alimentaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Nouakchott, le 5 Juin 2002

LE MINISTRE DES FINANCES BOYDIEL OULD HOUMEID	CHEIKH EL AVIA OULD MOHAMED KHOUNA LE SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT ABOU MOUSSA DIALLO
--	--

LE COMMISSAIRE A LA SECURITE
ALIMENTAIRE
SIDI MOUHAMED OULD BIYA

Pour copie certifiée conforme
Le Secrétaire Général du Gouvernement

ABOU MOUSSA DIALLO

Ampliatiions:

– MSG/PR	3
– SGG	3
– Ts Dpts	30
– CSA	10
– A.N	3
– J.O.	3